

La confrontation entre le gouvernement et le procureur général du Guatemala s'intensifie



par María Josefina Arce

Le conflit entre le controversé procureur général Consuelo Porras et le nouveau gouvernement guatémaltèque s'est aggravé ces derniers jours, en raison de son refus de collaborer et de sa position de confrontation avec le président Bernardo Arévalo, qui s'est clairement engagé à lutter contre la corruption et l'impunité dans ce pays d'Amérique centrale.

Les autorités ont récemment déposé une plainte pénale contre Porras et une demande de levée de son immunité pour ne pas avoir répondu à une convocation d'Arévalo pour participer à la réunion du cabinet du 29 janvier.

Porras a refusé de participer à la réunion, bien qu'il soit de son devoir d'assister aux convocations du président afin de coordonner les politiques de l'État sur les questions pour lesquelles il a été invité.

Les autorités ont souligné que l'intention exprimée dans l'invitation était précisément de définir des actions visant à faire progresser l'engagement de lutter contre la corruption et de garantir le respect des droits de l'homme dans la nation.

Les tribunaux devraient maintenant nommer un procureur spécial pour enquêter sur la plainte contre Porras, qui est au centre de la controverse depuis qu'Arévalo et son parti Semilla ont remporté à la surprise générale les élections générales d'août dernier.

L'offensive développée par le ministère public, sous son commandement depuis 2018, pour empêcher Arévalo de prendre ses fonctions de nouveau président du Guatemala le 14 janvier est bien connue, ce qui a provoqué de nombreuses manifestations.

En effet, le président a accusé Porras, qui est lié à l'élite politique et économique, d'avoir réalisé un coup d'État.

Mme Porras n'est pas bien perçue dans ce pays d'Amérique centrale. Elle est associée à la persécution judiciaire déclenchée ces deux dernières années contre les défenseurs des droits de l'homme, les juges, les magistrats et les journalistes.

En janvier dernier, plus de 140 000 signatures appelant à la démission de la procureure générale ont été remises au secrétariat général de la présidence, bien qu'elle ait réaffirmé qu'elle ne démissionnerait pas.

Une demande similaire, appuyée par 100 000 signatures, avait déjà été soumise au ministère public en juin 2023.

D'autres options sont déjà envisagées pour écarter Mme Porras, qui a été accusée de porter atteinte à la démocratie et de se livrer à des pratiques de corruption. Mais en attendant, la confrontation entre le procureur général et le président Arévalo se poursuit.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/348943-la-confrontation-entre-le-gouvernement-et-le-procureur-general-du-guatemala-sintensifie>



Radio Habana Cuba